

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>60</b>	<b>15</b>

N° de la séance : 20

Objet de la délibération : Direction des  
Ressources Humaines - Entretien  
professionnel - Modification du dispositif

<p><input checked="" type="checkbox"/> Original</p> <p>▪ Expédition certifiée conforme à l'original</p> <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services par intérim</p> <p>Didier ROSSI</p>
---

N° Enregistrement : CC.2016.045

<p>Date de la convocation : <b>Le 05/04/2016</b></p> <p><b>Certifié exécutoire compte tenu</b></p> <p>de l'affichage en date du <b>19 AVR. 2016</b></p> <p>de la réception s/Préfecture en date du <b>28 AVR. 2016</b></p> <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services par intérim</p> <p>Didier ROSSI</p>
--

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 11 avril 2016**

L'an deux mil seize et le 11 avril à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Bernard DUBOIS, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI, Anne CHEVALIER

**PROCURATIONS :**

Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Patrick DULBECCO à Serge AMAR, Yves DAHAN à Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN à Marguerite BLAZY, Michel VIANO à Michel BERTRAND, Lionel TIVOLI à Anne CHEVALIER

**ABSENTS :**

Jean-Bernard MION, Jean-Pierre MASCARELLI, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Claude BERENGER, Christophe ETORE, Martine SAVALLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Khéra BADAoui**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Monsieur MAURIN,**

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations de fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-83 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions particulières statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 76-1,

Vu la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

Vu le décret n°2010-716 du 29 juin 2010 relatif à l'expérimentation de l'entretien professionnel de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération n°2010-095 du Conseil Communautaire du 11 octobre 2010 relative à la mise en œuvre du décret n° 2010-716 relatif à une expérimentation en matière d'entretien annuel,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles et notamment son article 69,

Vu la délibération n°CC.2014.164 du Conseil Communautaire du 13 octobre 2014 modifiant le dispositif des entretiens professionnels,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la délibération n°CC.2015.067 du Conseil Communautaire du 15 juin 2015 :

- décidant de pérenniser le dispositif de l'entretien professionnel conformément au décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 et fixant les critères d'évaluation de la valeur professionnelle,
- décidant de soumettre au dispositif :
  - ✓ les fonctionnaires titulaires relevant des différents cadres d'emplois et filières inscrits au tableau des effectifs,
  - ✓ les fonctionnaires stagiaires et non titulaires sans que ceux-ci d'entrent dans le bilan annuel et pour lesquels les comptes rendus ne figureront pas au dossier administratif de l'agent,

Vu le décret n°2015-1912 du 29 décembre 2015 consolidant le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale qui étend le dispositif de l'entretien professionnel aux agents contractuels selon les modalités comparables à celles des fonctionnaires,

Il est proposé au Conseil Communautaire de bien vouloir :

- soumettre au dispositif de l'entretien professionnel :
  - les fonctionnaires titulaires relevant des différents cadres d'emplois et filières inscrits au tableau des effectifs,
  - les agents contractuels occupant un emploi permanent, titulaires d'un CDI ou d'un CDD d'une durée supérieure à un an selon les modalités comparables à celles des fonctionnaires,
  - les agents stagiaires et non titulaires, en dehors des agents contractuels cités ci-dessus, sans que ceux-ci n'entrent dans le bilan annuel et pour lesquels les comptes rendus ne figureront pas au dossier administratif de l'agent,
- autoriser la mise en œuvre des nouvelles modalités du dispositif de l'entretien professionnel.



**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, Adopte la délibération à : 65 VOIX POUR, et 2 ABSTENTIONS de Madame Anne Chevalier qui a reçu procuration de Monsieur Lionel Tivoli, DECIDE :**

- de soumettre au dispositif de l'entretien professionnel :
  - les fonctionnaires titulaires relevant des différents cadres d'emplois et filières inscrits au tableau des effectifs,
  - les agents contractuels occupant un emploi permanent, titulaires d'un CDI ou d'un CDD d'une durée supérieure à un an selon les modalités comparables à celles des fonctionnaires,
  - les agents stagiaires et non titulaires, en dehors des agents contractuels cités ci-dessus, sans que ceux-ci n'entrent dans le bilan annuel et pour lesquels les comptes rendus ne figureront pas au dossier administratif de l'agent,
- d'autoriser la mise en œuvre des nouvelles modalités du dispositif de l'entretien professionnel.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 11 avril 2016  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 11/04/2016  
Numéro : CC.2016.045  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Entretien professionnel - Modification du dispositif  
Matière : 4.1 - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.  
**Interlocuteur**  
Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 109487971  
Référence envoi : IDF2016-04-28T15-00-47.00  
Envoyé le : 28/04/2016  
à (TU) : 13h00:58

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 28/04/2016  
Identifiant : 006-240600585-20160411-AOI\_5941-DE

**Acte reçu**

Date : 11/04/2016  
Numéro interne : AOI\_5941  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 4  
Code matière 2 : 1  
Objet : Entretien professionnel - Modification du dispositif  
Classification utilisée : 01/04/2004  
Document : 006-240600585-20160411-AOI\_5941-DE-1-1\_1.pdf

**Annexes**

Nombre : 0